



l'édito

d' **A**lain Bergounioux

Tout pour la primaire...

Maintenant, il faut « sérieusement casser la baraque » ! Cette phrase de François Fillon a surpris. Et, pourtant, elle n'aurait pas dû. Tout à droite, en effet, est commandé aujourd'hui, et sans doute encore plus demain, par la compétition de l'élection primaire - qui n'aura pourtant lieu qu'en novembre. Attendons-nous à en entendre et en voir davantage...

Le jeu de François Fillon se lit à livre ouvert. Dépassé par Bruno Le Maire dans les sondages récents, il veut absolument retenir l'attention. Comme le dit un de ses soutiens, selon *Le Journal du Dimanche* : « *Maintenant, il faut que tu ne fasses que de la com* »... On pourrait en sourire. Mais la conséquence est un durcissement des propositions, pour remporter la palme de la fermeté contre le « revenant », le « consensuel », et le prétendu « jeune ». D'où la promesse de supprimer l'ISF, de diminuer drastiquement le nombre de fonctionnaires, de mettre en œuvre les 39 heures, de rendre dégressives les allocations-chômage, etc... C'est la grille de lecture également pour comprendre l'opposition qui s'est déclarée entre les sénateurs et les députés « Les Républicains ». Nombre de socialistes auraient voulu, d'emblée, que ce projet de réforme constitutionnelle comporte une peine d'indignité nationale pour tous. L'Assemblée nationale était, finalement, arrivée à une rédaction juste. Il aurait été - dans le contexte national actuel - naturel que cet accord entre la majorité et l'opposition, à l'Assemblée, soit accepté. Mais, cela aurait été donner un succès, certes, au Président, mais aussi à Nicolas Sarkozy, ce que ne voulaient pas les sénateurs fillonistes...

Caractéristique a été aussi, dans les dernières semaines, la surenchère sur les mesures de sécurité qui a saisi la droite - paradoxalement, plus que le Front national qui se contente d'attendre... -, passé un peu inaperçu dans le chaud de l'actualité. NKM a été la plus médiatisée avec sa demande d'une « perpétuité incompressible » pour les terroristes -, alors que la Cour européenne des droits de l'Homme fixe comme principe que toute peine de réclusion, aussi longue soit-elle, doit comporter un espoir de sortie de prison. Elle le sait pertinemment. Laurent Wauquiez est revenu sur sa demande d'internement de toutes les fichés « S » - alors que cette catégorie est hétérogène (des militants anti-nucléaires y figurent). Olivier Dassault est allé plus loin en réclamant le rétablissement de la peine de mort pour tous les terroristes. Cela a amené un dirigeant de LR, à parler

d'un véritable « concours Lépine ou d'un concours de beauté entre les candidats à la primaire », et leurs soutiens !

Tout cela fait preuve d'un manque de sérieux attristant. Nous avons déjà eu l'occasion de montrer dans cette lettre que la plupart des propositions des candidats de la primaire s'inscrivent dans le cadre de celles qui étaient le fait du RPR et de l'UDF, en 1986, en pleine vague reagano-tatchérienne ! Mais, aujourd'hui, c'est en pire. Au moment où les organisations économiques internationales mêmes mettent en évidence la nécessité de favoriser l'investissement. La machine à diviser que constitue l'élection primaire l'explique. Nous pourrions dire qu'après tout cela concerne la droite et qu'elle n'a qu'à se débrouiller dans ses outrances. Mais, cela doit nous donner à réfléchir également. Une élection primaire n'a pas toutes les vertus en soi. Elle présente l'avantage d'associer un grand nombre d'électeurs au choix d'un candidat. Mais, elle demande pour ne pas être destructrice - et nocive pour le pays - que non seulement les règles de soutien du vainqueur soient respectées mais, encore, qu'un cadre programmatique commun existe, mettant en évidence un diagnostic partagé et de grandes perspectives qui permettent aux différents candidats d'exprimer ensuite leurs spécificités. Cela doit être le rôle des partis, le nôtre en particulier. L'élaboration de ses « Cahiers pour la présidentielle » - dont le premier doit paraître très prochainement - doit remplir ce rôle.

Les ressorts du vote frontiste en milieu rural

La Commission nationale agricultures et ruralités (CNAR) organisait, le 22 mars dernier, au siège du Parti socialiste, une journée de travail en présence d'experts. Au menu de ces rencontres, une réunion du groupe de travail « Ruralités, agriculture et Front national », animée par Frédéric Léveillé et Daniel Perron, en présence de Jérôme Fourquet, directeur du département Opinion de l'IFOP, venu, pour l'occasion, se livrer à une analyse du vote FN, à l'échelle du territoire national.

Disparités sociologiques. Ce dernier n'a pas manqué de rappeler que le vote frontiste prospère au fur et à mesure que l'on s'éloigne des grands centres urbains et des métropoles, au profit des zones périphériques et rurales. La raison tient à la composition sociologique des populations qui en ont fait leur lieu de vie. « *Les électeurs favorables au FN se concentrent, pour l'essentiel, là où la proportion d'ouvriers, d'employés, de commerçants et d'artisans est la plus importante* », explique-t-il. Inversement, les grandes métropoles se composent, majoritairement, de cadres et de membres des catégories supérieures, hostiles, pour la plupart, au parti extrémiste.

Parallèlement, une segmentation apparaît au sein même de l'électorat frontiste. La répartition s'opère ainsi différemment, de part et d'autre du territoire, au gré de la composition du tissu socio-professionnel et de la représentation des catégories populaires. Les zones périurbaines et rurales obéissent, de ce point de vue, à des problématiques différentes, composées, pour certaines, de populations issues des milieux défavorisés, qui cherchent à échapper aux difficultés propres aux banlieues. Sans compter que le coût de l'immobilier y est souvent plus accessible.

On connaît d'ailleurs parfaitement le phénomène périurbain, décrit par le géographe Jean-Christophe Guilluy. Une France souvent pavillonnaire, pour qui l'accession à la (petite) propriété se paye au prix fort, avec, à la clé, de longs trajets vers les lieux de travail. C'est la France des marges et des lisières. Ces gens-là se sentent laissés pour compte. Ils réclament paix et tranquillité et souhaitent qu'on leur assure la sécurité et le minimum de pression fiscale.

Eloignés des centres-villes et de leurs équipements dont ils ne profitent guère, ces habitants sont, en effet, victimes d'un triple sentiment d'insécurité : insécurité sociale et professionnelle, insécurité physique, insécurité culturelle. Tant et si bien que le voisin tend à devenir un étranger, au fil du temps.

« Là où les bureaux de poste sont absents, le FN prospère. Ils sont emblématiques des services publics qui décrochent. D'où le combat mené par les élus ruraux pour les préserver. »

Fractures territoriales.

« La disparition des commerces et services de proximité dans les communes de moins de 500 habitants ne fait qu'ajouter au problème, constate Jérôme Fourquet. Les électeurs y sont majoritairement favorables au FN, parce qu'ils ressentent plus que d'autres une sensation

d'isolement et d'abandon. La Bretagne fait, à cet égard, figure d'exception, dans la mesure où la proportion de ces services y est plus importante, contrairement aux régions du Nord et de l'Est de la France qui ont subi d'importantes pertes en ligne et qui votent aujourd'hui massivement pour le mouvement extrémiste. »

La présence ou l'absence de services n'a cependant pas toujours le même impact. « *Là où les bureaux de poste sont absents, le FN prospère, résume l'intéressé. Ils sont emblématiques des services publics qui décrochent. D'où le combat mené par les élus ruraux pour les préserver.* » Au-delà, les scores enregistrés par le FN aux

élections européennes de 2014 dans les communes de 500 à 1 000 habitants ont été soumis à une forte variation, au gré du nombre de services et de commerces présents à l'échelle des territoires. Là où ils sont absents, le parti frontiste a obtenu des scores élevés (31,8 % des voix en moyenne). Là où ils sont nombreux, il a enregistré des résultats plus faibles (25,6 %).

Vote paysan. Les paysans votent-ils, cependant, massivement FN ? « Non, tempère Jérôme Fourquet. *Cette partie de l'électorat reste majoritairement acquise à la droite, et ce sont les autres catégories sociales – ouvriers, artisans, commerçants... – qui soutiennent le parti de Marine Le Pen.* »

Faut-il rappeler que la présidente du mouvement frontiste se complait, de longue date, dans un discours résolument clientéliste, privilégiant l'agriculture française, au détriment de la Politique agricole commune (PAC). Le tout, au profit d'un développement stratégique prétendument plus justement réparti entre petites et grosses exploitations agricoles. Pour cela, la France se doit d'adopter une politique agricole nationale financée par la réduction de sa contribution globale au budget européen, dans le cadre d'une renégociation des traités européens.

C'est oublier que notre pays est le premier bénéficiaire des aides de la PAC, loin devant l'Espagne. Son maintien à niveau est d'ailleurs un enjeu majeur pour les quelque 508 000 agriculteurs bénéficiaires des aides. Faute de quoi, leur activité ne serait pas pérenne. Quoiqu'imparfait et insuffisant, le filet de sécurité offert par la PAC a la vertu de ne pas livrer les paysans à la seule logique des marchés.

Si, en l'état, ce système doit faire l'objet d'améliorations, notamment sur la question de la répartition des aides, inégales entre catégories d'exploitants, sa suppression constituerait une véritable hérésie qui aurait pour principale conséquence d'asphyxier le tissu agricole fran-

çais, au prix d'une remise en cause de la souveraineté alimentaire de l'Europe. Nombreux sont ceux, parmi les agriculteurs, qui savent ce qu'ils doivent à Bruxelles.

Réponses. Au-delà, il nous faut trouver des réponses aux interrogations posées par la ruralité et ce sentiment d'abandon et de déclassement que subissent des populations souvent éloignées des lieux de décision.

Première règle d'or : le respect du principe d'égalité d'accès aux services publics, tant en milieu urbain qu'en zone rurale. Nombre d'acteurs locaux - associatifs, élus, citoyens - ont engagé, de ce point de vue, des politiques audacieuses qui font de certains territoires des pôles d'excellence et des laboratoires d'idées, à l'image de l'Essonne ou de l'Auvergne, long-

temps pilotés par des exécutifs socialistes. Sans compter que la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt de 2014 porte en elle une vision et une ambition pour l'agriculture et la filière bois, en même temps qu'elle propose des solutions pragmatiques qui per-

Il nous faut trouver des réponses aux interrogations posées par la ruralité et ce sentiment d'abandon et de déclassement que subissent des populations souvent éloignées des lieux de décision.

mettent l'émergence de nouvelles dynamiques collectives ancrées dans nos territoires.

Nombre d'élus socialistes s'emploient, par ailleurs, à soutenir la création de maisons de Service public qui ont l'avantage de faciliter l'accès aux services au plus près des citoyens et de proposer une forme de « guichet unique », plébiscité par les populations rurales.

Faut-il rappeler, d'autre part, que le gouvernement a engagé d'importantes mesures pour lutter contre les déserts médicaux. Avec l'ambition d'assurer l'égalité d'accès aux soins, via la construction de 1 000 maisons pluridisciplinaires de santé (MSP).

Le Conseil régional du Limousin a officialisé ainsi la mise en place de MSP dans des zones déficitaires ou en passe de le devenir. Ce, afin d'assurer des soins de proximité et de lutter contre la désertification socio-médicale sur un territoire qui doit déjà faire face à un nombre insuffisant de kinésithérapeutes et de chirur-

giens dentistes. Cette mesure doit également concourir au maintien de services publics performants, ainsi qu'à l'amélioration de la qualité de vie des professionnels de santé.

Dans un premier temps, la MRS a identifié les zones considérées comme « *déficitaires* » ou « *fragiles* ». Avec l'ambition de concevoir un équipement et un service à la population, là où l'initiative privée vient à manquer. Et inciter ainsi les collectivités et leurs groupements, dans le cadre des pays et des parcs naturels régionaux, à créer des MSP visant à « *conforter l'accessibilité, la coordination, la continuité et la permanence de soins* » et à « *améliorer la qualité de l'exercice professionnel* ».

Ces maisons forment avant tout un espace de regroupement pour les praticiens issus de disciplines différentes offrant des soins courants à la population. Elles doivent comprendre un noyau dur composé, au minimum, de deux généralistes, d'un infirmier et de stagiaires, et accueillir des acteurs de la prévention et du social. Quant au statut juridique, il peut varier au gré des situations : société civile de moyens, société civile de professionnels, associations de professionnels de santé ou encore groupement de coopération sanitaire. Choix d'autant plus crucial qu'il conditionne le versement des aides financières allouées à ces infrastructures. Où l'on voit que la mobilisation du service public de la santé est une nécessité pour garantir ce droit à tous les habitants des territoires ruraux, quel que soit leur âge ou leur pathologie.

Face aux accidents graves de la vie, une prise en charge rapide doit être garantie sur tout le territoire national.

La signature de 1 700 contrats pour favoriser l'installation de jeunes médecins, et la formation de 700 médecins correspondants du Samu participent de la même ambition.

D'importantes mesures ont été prises lors du comité interministériel aux ruralités, en septembre dernier, afin d'améliorer la qualité de vie et de conforter l'attractivité de nos terri-

toires. Le président de la République ne s'y est pas trompé, en rappelant que la ruralité reste une chance et un formidable terrain d'innovation. Loin des discours déclinistes que le parti de Marine Le Pen se plait à décrire. C'est bien là que l'avenir se dessine, que les services publics se réinventent, que des usages nouveaux liés aux nouvelles technologies émergent.

La ruralité reste une chance et un formidable terrain d'innovation. Loin des discours déclinistes et de la situation chaotique que le parti de Marine Le Pen se plait à décrire. C'est bien là que l'avenir se dessine, que les services publics se réinventent, que des usages nouveaux liés aux nouvelles technologies émergent.

Là aussi que se joue la préservation de notre modèle agricole. Nos éleveurs, comme nos producteurs sont des acteurs indispensables de la ruralité. Ils font vivre de nombreux secteurs économiques et assurent la qualité de notre alimentation.

L'égalité des territoires exige que chaque citoyen, où qu'il réside dans l'espace national, puisse accéder aux services essentiels et que chaque entreprise puisse disposer des leviers pour développer ses activités.

Bruno Tranchant

La Revue Socialiste

**Le numéro de ce mois-ci consacre un dossier spécial
à la situation des migrants et des réfugiés. À lire !**



MR. MME. Mlle.

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL

VILLE

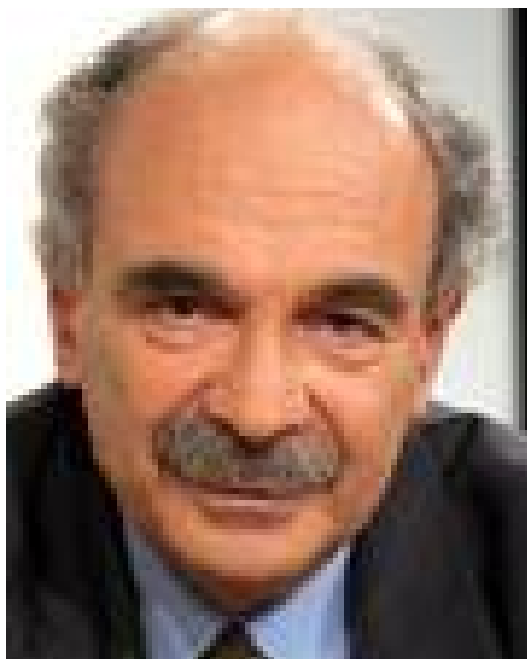
TÉLÉPHONE

E-MAIL

Ci-joint mon règlement de la somme de euros par chèque à l'ordre de Solfé Communications – Revue socialiste

DATE :

SIGNATURE :



Michel Wieviorka...

... est directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et président du directoire de la Fondation de la maison des sciences de l'homme (FMSH), après avoir dirigé le Centre d'analyse et d'intervention sociologiques (CADIS) (EHESS/CNRS) entre 1993 et 2009. Parallèlement, il est membre du Conseil scientifique de l'European Research Council. Ses recherches portent sur les conflits, le terrorisme, la violence, le racisme et l'antisémitisme, mais aussi sur les mouvements sociaux, la démocratie et les phénomènes de différence culturelle. Il vient de publier *Le séisme. Marine Le Pen présidente* (Robert Laffont, mars 2016) où il imagine les premiers mois d'une France gouvernée par Marine Le Pen.

« Le FN est sous l'emprise de la respectabilité et de logiques sulfureuses. Entre promesses et absence d'expériences réelles. »

?

*Dans votre ouvrage, *Le séisme*, vous imaginez ce que seraient les premiers mois d'une France gouvernée par Marine Le Pen, après l'élection présidentielle de 2017. Pourquoi cette fiction ?*

Je souhaitais intervenir dans le débat sur le Front national. La perspective de sa montée en puissance est autrement plus réaliste, s'il s'agit de se projeter vers 2017, que celle de l'élection à la présidence de la République, d'un musulman, comme le suggère Michel Houellebecq dans

son livre, *Soumission*. Inviter à prendre la mesure de cette menace et de ce qu'elle implique, politiquement, mais pas seulement.

Une analyse classique de sociologie politique ou électorale classique m'aurait ligoté, emprisonné dans toutes sortes de considérations, de faisabilité, d'hypothèses. J'ai opté pour la fiction, qui permet de dire le vrai sans être prisonnier du réel, en imaginant des événements dont beaucoup ne se produiront jamais, et qui pourtant apportent un éclairage cru sur le FN, mais aussi

sur nos hommes politiques, nos médias, nos intellectuels, nos acteurs sociaux et religieux, etc. Tous les personnages existent, ils sont dans leur rôle, portés par des logiques qui me semblent être les leurs, et en même temps, ce qu'ils font et ce qu'ils disent ne peut être que de l'ordre de la fiction, du moins pour 2017. Avant, dans le passé, les faits et propos rapportés sont à peu près exacts.



Pourquoi vous mettez-vous dans la peau d'un journaliste américain, Michael W. Squirrel, qui se présente en observateur distancié, tout en restant dans le champ délimité du programme officiel du FN ?

Mon nom en polonais signifie « écureuil », comme celui de ce journaliste américain. L'analogie est transparente. Elle me permet d'adopter un point de vue distancié, un peu comme dans les Lettres persanes, et à proposer un journalisme de type anglo-saxon, plus « matter of facts » que le nôtre. Peut-être aussi cela me permet-il de me distancier de mon milieu universitaire, un peu fatigant, et aussi... de moi-même !



Que se passerait-il si Marine Le Pen était élue ?

Je me suis efforcé de me livrer à un scénario réaliste, en évitant de céder à la tentation du simplisme. Nous sommes confrontés à des logiques complexes, et il n'est pas possible de réduire le Front national à la seule image de l'extrémisme. Ce parti est sous tension, entre le désir de la respectabilité démocratique, et des pulsions sulfureuses. Entre promesses populistes et pour la première fois à ce niveau confrontation au réel. Tout mon raisonnement tient compte de ce type de contradiction, ou d'ambivalence. Le FN ne peut, légitimité électorale oblige, que prétendre rejeter les conduites de violence, qu'elles soient de masse ou le fait de groupuscules, mais il ne peut pas s'en exonérer, elles doivent quelque chose à son idéologie, elles

sont comme encouragées depuis l'accès au pouvoir de ceux dont le parti a professé la haine, la xénophobie, le racisme, l'islamophobie ou l'antisémitisme, même s'ils se veulent « dé-dia-bolisés ». Et, bien sûr, dès qu'il faut adapter le discours mythique au réel, la démagogie peine à fonctionner.

Dans mon scénario de cette spirale d'un pouvoir de moins en moins capable d'agir, il fallait distinguer entre ce qui relève de la politique intérieure et ce qui ressort de l'international, tout en montrant comment cela interfère : recevoir Netanyahu à Paris, c'est aussi flatter une partie de l'électorat juif de France. Il fallait circuler sur divers registres, je commence par l'économie pour vite me retrouver dans le social. Ainsi, je montre comment d'emblée l'opinion cède à la panique. La bourse dévisse, tandis que de nombreuses tensions sociales surgissent, dans un climat de violence. Des ratonnades s'ensuivent.

Il fallait également décrire la vie politique proprement dite, à commencer par la période de transition entre la présidentielle et les législatives. J'ai naturellement pensé très fortement au 21 avril 2002 et au retrait de Lionel Jospin, avant d'imaginer comment Manuel Valls fait savoir qu'il reste Premier ministre le plus longtemps possible.

Nous sommes confrontés à des logiques complexes, et il n'est pas possible de réduire le Front national à la seule image de l'extrémisme. Ce parti est sous tension, entre le désir de la respectabilité démocratique, et des pulsions sulfureuses. Entre promesses populistes et pour la première fois à ce niveau confrontation au réel.



Passé l'état de panique provoqué par l'élection de Marine Le Pen, des ralliements s'opèrent. Eric Ciotti, Eric Zemmour, Nicolas Dupont-Aignan, Robert Menard, Nadine Morano ou bien encore Laurent Wauquiez accèdent à des fonctions ministérielles. S'agit-il, pour la présidente nouvellement élue, de fractionner la droite pour obtenir une majorité législative ?

Dans mon récit, Marine Le Pen se retrouve au second tour de l'élection présidentielle face à François Hollande dont le résultat, lors du premier tour, ne lui a pas permis de remonter la pente. Mais, elle ne l'emporte pas dans de bonnes conditions aux élections législatives, elle n'y ob-

tient pas la majorité absolue à l'Assemblée. Il lui faut donc passer des accords avec Nicolas Dupont-Aignan, qui en accepte l'augure, et une partie de la droite classique, alors même que l'autre versant de cette famille politique avait tenté un rapprochement avec le centre et une partie de la gauche progressiste, en proposant une alliance allant d'Alain Juppé et François Fillon à Emmanuel Macron.

Cette opération échoue, au motif qu'une partie de la droite opte, au moins provisoirement, pour Marine Le Pen, sous l'influence discrète de Nicolas Sarkozy, dont quelques proches s'empres- sent de jouer ce jeu. La présidente se retrouve donc à la tête d'une coalition composée de parlementaires issus des rangs du FN, de Debout la France et d'une fraction de la droite classique, qu'elle récompense par des ministères. D'autres personnalités la rejoignent sans pour autant être membres à part entière du FN - Eric Zemmour et Robert Ménard, vont donner toute la mesure de leurs immenses qualités intellectuelles, morales et humaines.



Manuel Valls refuse de donner sa démission. Un tel scénario est-il concevable ?

En tout cas, il n'est pas inconcevable. Il peut même aboutir devant les membres du Conseil constitutionnel. A la lecture des textes, le Premier ministre en exercice n'est pas tenu juridiquement de remettre sa démission au président de la République. Tant que la nouvelle assemblée ne s'est pas réunie, on ne peut le mettre en minorité. Il choisit donc de se maintenir, avec son gouvernement, le plus longtemps possible, à des fins tactiques et électoralistes, quelques semaines seulement avant les législatives, mais aussi pour se positionner pour l'avenir. Il tente là un coup d'éclat - qui ne masque pas la décomposition de la gauche.



Au fond, Marine Le Pen ne prend-elle



pas le risque, dans un tel scénario, de se retrouver face à une chambre introuvable ?

En tout cas, elle parvient à l'équilibre dans mon livre. Avec ses propres députés, qui composent un tiers environ de l'Assemblée, forts du soutien des amis de Nicolas Dupont-Aignan et des bataillons en provenance d'une partie de la droite classique. Cette majorité est fragile, Marine Le Pen devra lui donner des gages.



Ce livre ne démontre-t-il pas, au fond, l'impossibilité, pour Marine Le Pen, de concilier démagogie, promesses et réalités ?

Une fois son élection assurée, des dégâts incalculables se produisent dans la société française comme dans la diplomatie. Pour autant, ce scénario ne décrit pas une expérience de type fasciste ou hitlérienne, mais la spirale sans cesse s'aggravant d'un souverainisme populiste aux effets dramatiques sur l'économie et le modèle social français. Il signifie la ruine de l'Union européenne, avec une diplomatie s'isolant en dehors d'une certaine soumission à Moscou. Et, à la clé, des violences.

Il ne suffit donc pas de dire que Marine Le Pen ne parviendra pas à atteindre ses objectifs, mais de bien mesurer les conséquences des politiques qu'elle entend mettre en œuvre. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle j'ai donné un ton très réaliste à ce roman.



Ce roman d'anticipation ne sonne-t-il pas, au fond, comme un avertissement, un an et demi avant l'élection présidentielle ?

J'ai souhaité qu'il ne soit pas dénué d'humour, et même qu'il fonctionne un tout petit peu sur le mode de la farce, comme lorsque Aliot obtient que l'ENA soit installée à Perpignan. Qu'il donne à réfléchir aux abstentionnistes et aux électeurs

qui sans être nécessairement racistes ou xénophobes se disent prêts, aujourd’hui, à voter pour Marine Le Pen. J’ai voulu montrer les implications d’un tel vote. Les électeurs du FN ne sont pas tous dans l’obsession antimusulmane ou anti-immigrés, beaucoup y voient d’abord une alternative aux politiques qui ont échouées jusqu’ici.

Et au-delà, je m’adresse à tous ceux qui se persuadent que le passage du FN au pouvoir serait incolore, inodore et sans saveur. Malheureusement, cette perspective est toute autre que celle

qu’ils seraient enclins à imaginer, elle laisserait des traces profondes. Ce livre ne nous entraîne pas dans la pure imagination, il nous invite à sortir de l’univers cotonneux qui est le notre, malgré les discours martiaux ; son ambition est de donner à réfléchir sur le rapport de la droite radicale, les médias, les élites intellectuelles, la haute fonction publique, le personnel politique en général, et sur l’état de notre société.

Propos recueillis par Bruno Tranchant

Alain Juppé favori malgré lui ?

Alain Juppé assure donc la course en tête selon toutes les études d'opinion et les estimations des instituts de sondage. Cela vaut pour tous les scrutins des primaires à droite comme pour l'élection présidentielle elle-même, dans plus d'un an.

Il représente, par conséquent, aujourd'hui, selon la grande majorité des observateurs, la meilleure chance pour la droite de renouer avec le pouvoir, la meilleure chance aussi pour tenter de marginaliser la gauche et devancer le FN.

Un homme de droite. La campagne interne à la droite sera longue, puisqu'elle prendra fin la dernière semaine de novembre, avec le second tour de la primaire. Il y aura d'ici là des soubresauts, des manœuvres, des rebondissements. D'autant qu'il s'agit d'une pratique inédite pour un courant politique qui s'est toujours caractérisé, depuis le RPF en passant l'UNR et le RPR, par une organisation verticale, un certain culte du chef, et des accents plutôt autoritaires. En outre, Alain Juppé ne maîtrise pas l'appareil de LR. Il a commis l'erreur, en novembre 2014, après l'insuccès des élections européennes et, surtout l'irruption de l'affaire Bygmalion, de se dérober, alors que le Parti était sans doute « à prendre ». Il n'a pas voulu se risquer à affronter Nicolas Sarkozy dans un duel qui lui paraissait alors incertain. Le positionnement du maire de Bordeaux reste « très libéral » sur le plan économique et social, et donc conforme à l'ère du temps, à droite et au centre. S'ajoute à cette attitude d'un grand classicisme l'approche d'un homme d'ordre sur tous les problèmes politiques et sociaux. Alain Juppé n'a d'ailleurs pas à se forcer en pratiquant ainsi. C'est sa nature

profonde. Elle lui vaut pour le moment, d'apparaître comme une valeur sûre, une valeur refuge, aux yeux d'un « peuple de droite » à la fois très conservateur sur le plan politique et très libéral sur le plan économique.

La panoplie du parfait libéral. L'ancien Premier ministre de Jacques Chirac n'est pas un homme du centre ni du centre-droit, comme certains observateurs essaient de nous le décrire, mais de droite, bien à droite même, inspirateur, dès la première campagne présidentielle de Jacques Chirac, en 1981. Il a confirmé cette démarche à travers le discours politique tenu dans les années 1986-87 contre

Le positionnement du maire de Bordeaux reste « très libéral » sur le plan économique et social, et donc conforme à l'ère du temps à droite et au centre. S'ajoute à cette attitude d'un grand classicisme l'approche d'un homme d'ordre sur tous les problèmes politiques et sociaux.

les tendances néo-travaillistes portées, notamment, par Philippe Seguin ou Yves Guéna. L'ancien Président fondateur de l'UMP a toujours exprimé un vrai conformisme, celui d'un libéral conservateur sûr de lui et volontiers cassant. Son passage à Matignon demeure, de ce point de vue, un modèle de superbe et de rigidité technocratique, presque

un cas d'école.

D'où, aujourd'hui, les annonces économiques et sociales sans surprise pour quiconque se rappelle sa trajectoire et ses décisions, comme ministre du Budget, puis, en tant que Chef du gouvernement.

Il préconise la retraite à 65 ans, d'ici 2025, moyennant un report de quatre mois par classe d'âge, à partir de 2018. Il omet ainsi de constater que la branche vieillesse du régime général des salariés est revenue à l'équilibre. Il oublie surtout d'indiquer quel serait le coût d'une telle mesure, en terme de surcroît du chômage.

Il entend aussi réviser à la baisse la fiscalité sur le capital sans dire un mot sur l'ampleur de la

fraude fiscale annuelle, ce qui est un comble pour un homme qui prétend afficher rigueur et sens des responsabilités.

Il proclame la fin de l'Impôt de solidarité sur la fortune (ISF), comme il y a trente ans, lorsqu'il occupait le poste de ministre délégué au Budget, sous l'autorité d'Edouard Balladur. Avec les mêmes arguments, ceux d'une droite soucieuse du moral de ses obligés.

Il pointe le coût du travail comme seul responsable de la situation économique et sociale et en déduit la nécessité d'une réduction du code du travail à la portion congrue, et du dialogue social à un exercice de style dépourvu d'intérêt. Il prône la banalisation de la précarité salariale et du licenciement, au nom de la relance de l'emploi, écartant toute référence à la démocratie sociale et à la reconnaissance du monde salarié.

Il inscrit toute sa démarche dans une logique de remise en cause de l'Etat stratège, au profit d'un Etat se résumant à de simples missions régaliennes. « L'ardente application du plan » du Général de Gaulle et de Georges Pompidou relève dans l'esprit du maire de Bordeaux, de l'archéologie.

En cohérence avec de telles présupposés, il appuie tout son cadrage économique sur une baisse d'au moins 100 milliards en cinq ans de la dépense publique et, en premier lieu, des dépenses de protection sociale. Son choix reste bien celui de l'abandon du modèle social et de la déflation, autant dire de l'échec du pays dans une société crispée et divisée.

L'ordre avant tout. Au plan politique et sociétal, Alain Juppé fait preuve de beaucoup de sursis au regard de la dérive générale de son mouvement politique. Il agit ainsi à la fois au nom d'une certaine prudence tactique interne - pas de vague - et d'une conviction, celle d'un homme d'ordre. Il se réfère explicitement à un virage sécuritaire fragilisant le rôle et l'autonomie du juge, à la notion d'assistanat pour mieux stigmatiser les plus fragiles et opposer

les salariés aux chômeurs. Il fait surtout preuve d'une grande inertie à l'égard de l'attitude du Président de LR à propos du « ni-ni », en cas d'affrontement entre un candidat de gauche et un candidat du FN lors d'un deuxième tour de scrutin. Cette stratégie a été adoptée dès 2012 par Jean-François Copé, alors à la tête de l'UMP, puis, par Nicolas Sarkozy. Il n'a jamais réagi nationalement, sauf en Aquitaine, à cette dérive, qui mène pourtant à toutes les confusions et à tous les renoncements.

Dans le même ordre d'idée, le candidat à la primaire de LR reste fidèle à son refus de toute négociation, de toute recherche de compromis, bref à sa personnalité et à ses réflexes de la période 1995-1997, lorsqu'il était à Maignon.

Ce comportement a d'ailleurs contribué à mener à la dissolution ratée de l'Assemblée nationale du printemps 1997, manœuvre sans doute la plus aventureuse pour ses auteurs de toute la V^e République, avec le référendum d'avril 1969.

C'est dans cet esprit qu'il joue aujourd'hui la carte du recours à droite face à la gauche qu'il a toujours combattue et au FN qu'il perçoit comme une menace mortelle

pour l'espace politique de la droite dont il se veut le champion.

La posture du vieux sage. Alain Juppé préempte donc la posture du vieux sage, meurtri, « cabossé » par les péripéties de la vie publique et ses mauvais coups. Cette posture ne résistera pas forcément très longtemps au coup de boutoir d'une campagne pour les primaires, ni surtout au choc d'une campagne présidentielle, toujours surdéterminée par une dynamique propre. N'oublions jamais qu'en dépit d'une carrière politique au plus haut niveau depuis plus de trente ans, le maire de Bordeaux n'a jamais vécu une campagne présidentielle en situation de candidat, encore moins de favori. D'autant que la concurrence

Il inscrit toute sa démarche dans une logique de remise en cause de l'Etat stratège, au profit d'un Etat se résumant à de simples missions régaliennes. « L'ardente application du plan » du Général de Gaulle et de Georges Pompidou relève dans l'esprit du maire de Bordeaux, de l'archéologie.

se révélera rude, y compris dans son camp, avec François Fillon au programme néo-thatchérien assumé, Bruno Le Maire qui feint de croire que le fait d'être toujours quadragénaire peut tout excuser, même le recyclage à bon compte des thèmes de Nicolas Sarkozy, au printemps 2012.

Enfin, il y a Nicolas Sarkozy. La relation de l'ancien ministre des Affaires étrangères avec celui-ci paraît à la fois ambivalente et ambigu. Le meilleur « d'entre nous » selon une formule de Jacques Chirac n'a jamais oublié que l'ancien maire de Neuilly avait profité de ses ennuis judiciaires des débuts des années 2000 pour lui prendre sa place, celle qui lui était promise, en tant qu'énarque et normalien, celle du dauphin de Jacques Chirac, pour lequel il a accepté de se sacrifier dans l'affaire des emplois fictifs de la mairie de Paris, il y a vingt ans. On ne comprend rien à la motivation d'Alain Juppé aujourd'hui si l'on ne conserve pas cette donnée là à l'esprit.

La dernière chance « du meilleur d'entre nous ».

Le maire de Bordeaux n'a jamais admis ce qu'il considère au mieux comme une injustice, au pire comme une usurpation, au regard de sa trajectoire politique et de son parcours intellectuel.

Par ailleurs, Nicolas Sarkozy reste dans l'esprit de la majorité de l'opinion de droite, celui qui a perdu en 2012, celui qui a échoué aux élections présidentielles et législatives, celui qui a tout gâché. Il suscite donc un réflexe de rejet au sein du « peuple de droite », aggravé par ses démêlés judiciaires qui tiennent désormais du feuilleton permanent.

Alain Juppé a besoin de Nicolas Sarkozy, ou plutôt du rejet que celui-ci inspire, pour construire son image de recours et de garantie « tout risque » face à un double adversaire. Un

renoncement éventuel prématuré de Nicolas Sarkozy dans cette lutte pour les primaires bouleverserait la donne qui produit aujourd'hui une bonne part de l'effet Juppé chez les sympathisants de droite. En tous les cas, dans cette éventualité, les favoris des sondages seraient contraints à une guerre de mouvement, alors qu'il mise actuellement sur une forme de rente de situation. Il entend rester l'anti-Sarkozy le plus longtemps possible à droite.

L'ancien Premier ministre de Jacques Chirac veut sa revanche sur l'ancien Chef de l'Etat, mais a besoin de lui dans la compétition pour sculpter son personnage et son image. En fait,

L'ancien Premier ministre de Jacques Chirac veut sa revanche sur l'ancien Chef de l'Etat, mais a besoin de lui dans la compétition pour sculpter son personnage et son image. En fait, l'ancien Président du RPR aspire à une double revanche. Une revanche personnelle sur le sort qui, selon lui, l'a accablé, et une revanche sur le modèle social qu'il a toujours récusé.

l'ancien Président du RPR aspire à une double revanche. Une revanche personnelle sur le sort qui, selon lui, l'a accablé, et une revanche sur le modèle social qu'il a toujours récusé.

Ces recettes annoncées sont celles des années 1980-1990. Il incarne l'homme de droite de la fin du XX^e siècle. C'est un peu juste pour préparer le pays à entrer dans la troisième décennie du XXI^e. La présence de Nicolas Sarkozy dans la bataille interne lui permet

de tenter d'éviter de dévoiler cette faille. Ni gaulliste - il en a liquidé l'héritage idéologique - ni démocrate chrétien -, il déteste le compromis - ni inspirateur d'une « nouvelle société » -, il s'est contenté de succéder à Jacques Chaban-Delmas à la mairie de Bordeaux - Alain Juppé veut refermer la parenthèse ouverte à droite avec l'irruption de Nicolas Sarkozy dont il déteste les méthodes et le comportement. Ce n'est pas un projet pour le pays mais, plus simplement, une ultime opportunité pour un homme de droite et de pouvoir.

M.B.